

● **Complots et tentatives d'attentats perpétrés par le régime iranien** ● **Bani Sadr : les plus hauts dirigeants iraniens sont impliqués dans le terrorisme d'Etat** ● **Les autorités iraniennes devraient être jugées pour crimes contre l'humanité** ● **Arrestation de l'Ayatollah Rastégari** ● **21 écrivains iraniens ont failli mourir dans un accident suspect** ●

Dans le cadre du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité des Nations unies :

**Les autorités iraniennes sont passibles d'être jugées pour crimes contre l'humanité**

La Commission du droit international de l'ONU, réunie à Genève, vient de rendre public un projet de création d'un Tribunal international permanent des Nations unies et son code pour les crimes contre la paix et la sécurité (26 juillet 96).

Ce projet n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifié par le Conseil de sécurité et approuvé ensuite par l'Assemblée générale des Nations unies.

**Ce nouveau projet de code se différencie des conventions humanitaires actuelles (comme celles du tribunal de La Haye de 1907) en ce sens qu'il prévoit explicitement une catégorie pour les crimes contre l'humanité à part celles de crimes d'agression, de génocide, de guerre etc ..**

Nous reproduisons ci-dessous le paragraphe qui concerne la troisième catégorie :

**"Les crimes contre l'humanité - le code en compte dix - impliquent les actes suivants : le meurtre; l'extermination; la torture; la réduction"**

## Arrestation des dignitaires religieux

Vers fin février 1996, Ayatollah Rastegari fut arrêté et conduit à la prison de Qom. Amnesty International craint qu'il soit arrêté en tant que prisonnier d'opinion.

Ayatollah Rastegari avait déjà été condamné, une première fois en 1986, à deux ans et demi de prison, à la suite de la cérémonie mortuaire qu'il avait organisée pour Ayatollah Chariatmadari, un autre dignitaire religieux qui s'était opposé à Khomeini et qui mourut après avoir été persécuté et déchu de son titre d'Ayatollah par le régime.

Le 4 avril 1996, dans une lettre adressée aux autorités iraniennes, Amnesty International demande qu'elles fassent la lumière sur la situation juridique de Rastegari. Cette organisation demande que la famille de ce dernier soit autorisée à lui rendre visite

## Bani Sadr : Les deux plus hauts dirigeants iraniens sont impliqués dans le terrorisme d'Etat

Au procès des meurtriers de quatre opposants kurdes iraniens à Berlin, l'ancien président Abolhassan Bani Sadr a témoigné, le 22 août dernier, en accusant nommément le guide suprême et le président de la République d'Iran, **Ayatollah Khaménéï et Ali Akbar Rafsandjani**, d'avoir commandité l'assassinat des opposants iraniens.

M. Bani Sadr a expliqué devant le tribunal qu'il tenait ses informations de trois sources différentes mais convergentes sur un point essentiel : les meurtriers de nationalité iranienne et libanaise étaient membres d'un commando envoyé par Téhéran. L'opération a été préparée et organisée par des services iraniens spécialisés dans le terrorisme et avec la participation directe des deux dirigeants iraniens.

## 21 écrivains iraniens ont failli mourir dans un accident très suspect

Sur l'invitation du ministère de la culture de l'Arménie, 21 écrivains et intellectuels iraniens, dont le romancier **Houchang Gholshiri**, qui faisaient le voyage par autocar, ont frôlé la mort **dans un accident très suspect**.

En effet, sur la route d'Astara, ville située au nord ouest de l'Iran, et à 3 heures du matin, le chauffeur de l'autocar qui les transportait abandonne précipitamment son véhicule sur un chemin montagneux au bord d'une profonde vallée et au moment où les passagers s'étaient endormis. Le car sans conducteur se dirigea alors vers le précipice. Paniqués, les passagers réveillés se voient déjà au fond de la vallée lorsque l'un d'eux, **Massoud Toufan**, prend la place du conducteur et sauve les 21 écrivains de la mort.

## Complots et Tentatives d'attentat

Il semble que pendant la période estivale qui vient de s'achever, le terrorisme d'Etat iranien ne s'est pas donné de vacances. En effet ces dernières semaines, plusieurs complots et tentatives d'attentats dont la cible était des personnalités politiques et des opposants au régime iranien ont été fomentés ou projetés par des agents du régime des mollahs .

### ■ Complot contre Yasser Arafat.

Le secrétaire du bureau exécutif de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a déclaré le 22 août dernier que Yasser Arafat avait fait l'objet d'une tentative d'assassinat fomentée par des terroristes envoyés par Téhéran.

### ■ Bani Sadr : "deux commandos ont préparé mon assassinat à Berlin".

L'ancien président iranien **Abolhassan Bani Sadr** a accusé le régime iranien d'avoir envoyé des commandos pour l'assassiner pendant son séjour à Berlin où il devait se rendre pour témoigner dans le procès des auteurs présumés de l'assassinat des quatre kurdes iraniens .

## Dans la presse française : "Téhéran, capitale de la terreur"

Le Figaro du 21 août 96 a relaté sous la plume de M. Lambroschini les différentes étapes de l'exécution des plans terroristes menés par les hautes autorités iraniennes. Ci-dessous nous reproduisons cet article.

*"Aucune action d'importance à l'étranger ne serait décidée sans le feu vert du président Rafsandjani qui a créé auprès de lui une section du renseignement dirigée par un de ses proches parents, Ahmad Behbahani. La première étape relève du ministre de l'information et de la Sécurité, Ali Fallahian : le même personnage contre lequel la justice allemande a lancé, en mars, un mandat d'arrêt international parce qu'elle l'accuse d'avoir organisé, en 1992, l'assassinat de quatre exilés iraniens dans un restaurant de Berlin. A ce niveau, il s'agit seulement d'étudier la faisabilité de l'opération. Si la réponse est positive, un plan d'action est soumis à un Conseil de sécurité de quinze membres qui est présidé par Rafsandjani"*

**Projet de Tribunal...**

*en esclavage; les persécutions pour des motifs politiques, raciaux, religieux ou ethniques, la discrimination institutionnalisée pour des motifs politiques, raciaux ou religieux; la déportation ou les transferts forcés de populations; la disparition forcée de personnes; le viol, la contrainte à la prostitution et les autres formes de violence sexuelle; d'autres actes inhumains, qui portent gravement atteinte à l'intégrité physique ou mentale, à la santé ou à la dignité humaine, tels que mutilations et sévices graves.*

*Pour que ces crimes soient considérés comme des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, ils doivent avoir été commis "d'une manière systématique et sur une grande échelle", et avoir été préparés et dirigés à l'instigation d'un gouvernement, d'une organisation ou d'un groupe."*

La ratification de ce projet par les Nations-unies ne serait que renforcer la lutte pour le respect des droits de l'homme à travers le monde. Et c'est la raison pour laquelle il faut se battre pour que ce projet de code tel qu'il est écrit actuellement soit approuvé par les instances des Nations-unies sans qu'il soit dépourvu de son sens véritable par des amendements qui feront finalement l'affaire de tous les gouvernements dictatoriaux dont l'intérêt est de continuer à exercer leur tyrannie à l'abri de la justice internationale.

**Parmi ces pays on peut citer l'Iran dont le régime et les responsables politiques ont commis des actes les plus inhumains tels qu'ils méritent d'être jugés pour crimes contre l'humanité dans le cadre de la troisième catégorie du projet de code de la Commission de droit.**

En effet depuis que les islamistes sont au pouvoir en Iran, il y a 16 ans déjà, leur sombre et inhumain bilan ne fait que s'alourdir jour après jour : **Plusieurs dizaines de milliers d'hommes et de femmes ont été exécutés pour des raisons politiques ou d'opinion; des milliers d'autres ont été ou sont emprisonnés dans le cadre d'un Etat qui par ses tortures, lapidations, amputations... foule au pied systématiquement les règles les plus élémentaires de droit et de justice reconnues dans le monde; les minorités ethniques comme les kurdes ou religieuses comme les Bahaïs...sont réprimés; les femmes sont considérées comme des êtres du second ordre; la liberté d'opinion, de presse, d'association, de disposer de soi-même... n'ont aucune voix au chapitre; une tyrannie islamique qui ne se cantonne pas dans un pays de 60 millions d'habitants et aussi grand que quatre fois la France, mais qui s'exporte partout dans le monde, au Moyen-orient par le biais des groupes terroristes formés, armés et financés par ce régime, en Europe ou ailleurs par l'envoi de commandos pour assassiner les opposants iraniens (150 tentatives de meurtres dans 21 pays, 59 exilés assassinés dont 8 en France); et enfin c'est la plus haute autorité de l'Etat, Khomeini, qui donne l'ordre abominable et sans précédent de tuer un écrivain anglais, Salman Rushdie...**

**Témoignage de Bani Sadr ...**

M. Bani Sadr a énuméré, dates à l'appui, les diverses réunions qui ont eu lieu les jours précédant l'assassinat de septembre 1992. Au cours de ces rencontres, Khaménéï et Rafsandjani ont eu des entretiens avec les responsables des divers services de répression et de terrorisme iranien et libanais : avec les chefs des Pasdarans, le Hezbollah libanais dont Hossein Nassrollah, secrétaire général de ce mouvement, ou avec le ministre iranien des renseignements Ali Fallahian, contre qui un mandat d'arrêt international est émis par le tribunal de Berlin en mars de cette année, etc... Toutes ces rencontres ont eu lieu au moment où les autorités de Téhéran s'attachaient à réorganiser leur réseau terroriste à l'échelle internationale.

Le témoignage de Bani Sadr semble avoir été pris au sérieux par la justice allemande. Le parquet fédéral a annoncé qu'il allait "examiner" l'ouverture d'instruction contre les deux dirigeants-terroristes iraniens et le tribunal a invité l'ancien président à revenir pour une autre journée de témoignage.

**Arrestation des religieux...**

et qu'il puisse choisir un avocat.

Durant ces deux dernières années, certains membres du clergé ont été incarcérés dont **Ayatollah Chirazi** et ses deux enfants, neuf disciples de l'**Ayatollah Montazari**, suite à une lettre ouverte qu'il a écrite pour protester contre la politique du régime. De même, l'année dernière, certains disciples d'un autre religieux, **Ayatollah Rohani**, ont été arrêtés.

**Téhéran, capitale...**

*lui-même. En cas d'accord, c'est à Behbahani de transmettre l'ordre d'exécution aux instances compétentes. D'abord le ministère des Affaires étrangères: il fournira les fonds, les passeports et les visas; il assurera aussi le transport des armes par la valise diplomatique.*

*Ensuite les ambassades : elles doivent choisir dans la communauté iranienne locale des auxiliaires qui aideront le commando envoyé par Téhéran. Selon le magazine Spiegel, qui citait, en octobre 1994, un rapport des services de renseignements allemands, le troisième étage de l'ambassade de l'Iran à Bonn serait organisé comme un véritable état-major terroriste. Une vingtaine de pasdarans, les gardiens de la révolution, y seraient installés avec mission de coordonner les "exécutions" de dissidents."*

**21 écrivains...**

A la suite de ce qui pouvait devenir un drame et dès leur retour à Téhéran, certains membres du groupe ont été interpellés par la police qui leur a fait comprendre qu'ils ont intérêt à garder le silence sur cet "incident".

**Complots et tentatives...**

Il a affirmé qu'il a en sa possession des informations, en provenance de l'Iran, qui révèlent que deux commandos, l'un partant de Suède et composé de cinq iraniens et l'autre formé de trois membres de nationalité inconnue, se seraient rendus à Berlin pour préparer son assassinat. Il a enfin ajouté qu'il a mis ses renseignements à la disposition des polices française et allemande en leur demandant d'assurer sa sécurité.

**Tentative d'assassinat de Shahin Nozari, militante iranienne en Suède.**

Une sympathisante de l'organisation iranienne des *Guerrilleros Fedais du Peuple*, **Shahin Nozari**, a été frappée au couteau, le 22 juillet au matin dans la banlieue de Stockholm où elle habite, par deux terroristes qui ont ensuite pris la fuite. La victime, hospitalisée, a dû subir une intervention chirurgicale. Cette organisation déclare dans le dernier numéro de son organe en langue française, (Kar, n°31) que l'un des terroristes a pu être reconnu et identifié: "Il s'agit d'un fonctionnaire de l'ambassade d'Iran en Suède qui avait à plusieurs reprises menacé les militants de l'organisation".

**En pleine période d'été**

**Arrestations pour le port de manches courtes, de lunettes de soleil, etc...**

Au mois de juillet dernier, les bandes intégristes se nommant Ansar Hezbollah (les compagnons des partisans de dieu) ont attaqué le champ de course d'Isphahan (ville située au centre de l'Iran). Ils ont frappé et molesté de nombreux hommes et femmes.

Selon le bulletin du *Parti Mellât d'Iran*, la répression des femmes et des jeunes s'est aggravée à Téhéran comme tous les ans pendant la période estivale. Les hommes sont arrêtés pour avoir porté des manches courtes, les jeunes pour avoir mis des lunettes de soleil et enfin les femmes pour le port de vêtements légers dans une saison où il fait particulièrement chaud en Iran.

**Le Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d'Etat** a été fondé en mars 1993. Composé de divers personnalités et membres de l'opposition iranienne en exil, il se veut indépendant des partis politiques. Il s'est fixé la tâche d'informer et de sensibiliser l'opinion publique internationale sur les violations des droits de l'homme en Iran et sur le terrorisme d'Etat pratiqué par la République islamique à l'encontre de ses opposants à l'étranger.

Adresse :

**42, Rue Monge  
75005 Paris France**

Compte postal :

**CCP  
3943263 W la source  
France**

Fax : (00331) 43 44 14 52